

PRCOEDURE PÉNALE**Séance 10 - Les mesures limitatives ou privatives
de liberté**

I. Les mandats	2
A) Le mandat de recherche.....	3
B) Le mandat de dépôt.....	3
C) Les mandats de comparution, d'amener ou d'arrêt.....	3
II. Le contrôle judiciaire (CJ).....	4
1) Contenu des obligations du CJ.....	4
2) La durée du CJ.....	5
III. L'assignation à résidence avec surveillance électronique (ARSE).....	5
A) Les conditions.....	5
1) Les effets	6
a) Les moyens	6
b) La durée.....	6
B) La détention provisoire	6
1) Les conditions.....	7
a) Conditions de fond	7
b) Les conditions de forme	7
.....	7
2) Les effets	9
a) La durée de la détention provisoire	9
b) la fin de la détention provisoire	10



À retenir : Les mandats, le CJ, assignation à résidence et la détention provisoire sont des mesures ordonnées par le juge d'instruction ou le JLD.

Le JLD est un magistrat désigné par le président du TJ dont le rôle est primordial dans la décision de placer la mise en examen en détention provisoire. Il prend notamment les décisions de placements, prolongation de cette détention provisoire. Il statue sur les demandes de mise en liberté, sauf si le juge d'instruction a déjà fait droit dans la mesure ou la détention nécessite l'accord des deux magistrats, alors que la liberté peut être décidée uniquement par un seul d'entre eux.

I. Les mandats



Définition : Les mandats sont le moyen pour le juge d'instruction d'obtenir la comparution d'une personne. Il peut délivrer un mandat de recherche, de comparution d'arrêt ou d'amener.

Le JLD peut délivrer **un mandat de dépôt** afin d'obtenir l'incarcération d'un individu (**art.122 al.1 CPP**).

Le mandat doit préciser : l'identité de la personne à l'encontre de laquelle il est émis, être daté, et signé par un magistrat qui le décerne et revêt son sceau (**art.123 al.1 CPP**). Il doit mentionner la nature des faits imputés à la personne, leur qualification juridique et les articles de loi applicables (**art.123 al.2 CPP**). Il est notifié et exécuté par un OPJ. Il peut être diffusé par tout moyen, en cas d'urgence (**art.123 al.6 CPP**). Ils sont étendus sur l'ensemble du territoire de la République (**art.124 CPP**).

A) Le mandat de recherche



Définition : Il est « l'ordre donné à la force publique de recherche la personne à l'encontre de laquelle il est décerné et de la placer en garde à vue » (**art.122 al.2 CPP**).

L'objet est d'admettre l'arrestation et le placement en garde à vue d'une personne en raison de l'audition par le juge qui donnera la possibilité : soit de la mettre en examen ; soit de la mettre hors de cause.

Il peut être fait à l'encontre d'une personne contre laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction (**art.112 CPP**).

B) Le mandat de dépôt



Définition : Il consiste en « l'ordre donné par le juge des libertés et de la détention au chef d'établissement pénitentiaire de recevoir et de détenir la personne mise en examen à l'encontre de laquelle il est décerné » (**art.122 CPP**).

Le mandat de dépôt peut permettre de rechercher ou de transférer une personne.

Uniquement, le JLD peut délivrer ce mandat de dépôt (**art. 122 al.1 CPP**).

C) Les mandats de comparution, d'amener ou d'arrêt

Ils ne peuvent être délivrés qu'à l'égard d'une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu

participer comme auteur ou complice, à la commission d'une infraction, y compris si cette personne est témoin assisté ou mise en examen (**art.122 al3 CPP**).



Définition :

Le mandat de comparution a pour objet de mettre en demeure la personne contre qui il est délivré.

Le mandat d'amener permet d'user à la force publique dans le but d'obliger l'intéressé à venir devant le juge d'instruction.

Le mandat d'arrêt est l'ordre transmis à la force publique pour rechercher une personne et la conduire, le cas échéant, à la maison d'arrêt indiquée sur le mandat, dans laquelle elle sera détenue.

II. Le contrôle judiciaire (CJ)



Définition : Le CJ consiste à laisser la personne mise en examen en liberté tout en la soumettant à une ou plusieurs obligations.

Le juge d'instruction et le JLD sont compétents pour placer sous CJ la personne mise en examen. Le CJ n'est admis que si la peine encourue l'emprisonnement correctionnel ou une peine plus grave (**art. 138 al.1 CPP**).

Le CJ impose le respect d'un certain nombre d'obligations dont la violation peut être sanctionnée.

1) Contenu des obligations du CJ

Le CJ astreint la personne mise en examen à se soumettre à certaines obligations :

Les obligations du CJ peuvent être modifiées ou faire l'objet en tout ou partie d'une dispense occasionnelle ou temporaire (**art.139 al2**).



Exemple : Les obligations peuvent consister :

- A ne pas sortir des limites territoriales déterminées par le juge d'instruction ou le juge des libertés de la détention
- A ne s'absenter de son domicile ou de sa résidence qu'aux conditions et pour des motifs déterminés
- A ne pas se rendre en certains lieux
- A ne se rendre que dans certains lieux

Le non-respect des obligations permet au juge de **délivrer** à l'encontre de l'intéressé un mandat d'arrêt ou d'amener ou de le placer en détention provisoire, quel que soit la peine encourue.

2) La durée du CJ

Lorsque les faits constituent un délit : l'ordonnance de clôture met normalement fin au CJ (**art.179 al.2 CPP**).

Le juge d'instruction peut par ordonnance distincte motivée prolonger (**art.179 al.3 CPP**). Le CJ peut prendre fin par une mainlevée (**art.140 CPP**).

III. L'assignation à résidence avec surveillance électronique (ARSE)



Définition : ARSE « oblige la personne à demeurer à son domicile ou dans sa résidence fixée par le juge d'instruction et de ne s'en absenter qu'aux conditions et pour les motifs déterminés par ce magistrat » (**art.142-5 al.2 CPP**).

A) Les conditions

ARSE est déterminée dans le cadre de l'instruction par ordonnance motivée du juge d'instruction ou du JLD, d'office ou à la demande de l'intéressé (**art.142-5 CPP**).

L'installation du dispositif de surveillance électronique n'est pas soumise au consentement de l'intéressé : **art.142-5 al.5 CPP**.

1) Les effets

a) Les moyens



Définition : L'assignation à résidence est exécutée sous le régime du placement sous surveillance électronique (**art.142-5 al.3 CPP**), soit au moyen de procédé permettant de détecter à distance la présence ou l'absence de la personne mise en examen à son domicile ou dans une résidence fixée par le juge d'instruction ou le JLD (**art.142-5 CPP**).

Ce procédé doit garantir le respect de la dignité, de l'intégrité de la vie privée de la personne (**art.723-8 CPP**).

b) La durée

Elle ne peut excéder 6 mois (**art.142-7 al.1 CPP**). La durée totale ne peut excéder 2 ans.

B) La détention provisoire



Définition : Il s'agit d'une mesure d'une gravité telle que le législateur atteste qu'il s'agit d'une exception. « La personne mise en examen, présumée innocente, reste libre » toutefois « en raison des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté » (**art. 137 CPP**) ou dans le cas d'obligation du CJ ou ARSE ne permettent pas d'atteindre

ces objectifs, elle peut être placée sous en détention provisoire.

1) Les conditions

a) Conditions de fond

- tenant à la peine encourue



À retenir : Elle est écartée en matière contraventionnelle. Elle est optionnelle en matière correctionnelle et criminelle.

- tenant aux motifs

Le juge doit justifier d'élément précis et circonstanciés résultant de la procédure pour recourir à une détention provisoire : **art.144 du CPP**.



À retenir : Elle doit constituer l'unique moyen de parvenir à l'un ou plusieurs des objectifs qui ne sauraient être atteints en cas de placement sous CJ ou ARSE.

Cass crim 27 janvier 2021 n°20-85990 : « l'obligation [...] de constater l'existence des indices graves ou concordants cesse, sauf contestation sur ce point, en cas de placement en détention provisoire sanctionnant des manquements volontaires aux obligations du contrôle judiciaire ».

b) Les conditions de forme



À retenir : Seul le JLD est compétent en matière de placement en détention provisoire (**art.137-1 al1 CPP**).

-**L'incarcération provisoire a la demande de la personne mise en examen** : le JLD doit avertir la personne qu'elle doit être assistée par un avocat (**art.145 al.5 CPP**) et il dispose d'un délai pour préparer sa défense (**art.145 al.7 CPP**).

-**L'incarcération provisoire d'office** : le JLD peut décider d'office l'incarcération provisoire de la personne mise en examen (**art.145 al.9 CPP**).

Dans tous les cas, la durée est déterminée par le juge d'instruction et elle ne doit pas dépasser 4 jours ouvrables. L'incarcération est imputée sur la durée la détention provisoire.

- **Le débat contradictoire** : le JLD, s'il n'envisage de placer l'intéressé en détention provisoire, statue avant même le débat contradictoire (**art.145 al.3 CPP**). À l'inverse, s'il l'envisage, il doit procéder au débat contradictoire (**art.145 al.4 CPP**).

- **la décision du JLD** :

+ **absence de placement en détention** : si le JLD décide de ne pas placer l'intéressé en détention provisoire, il procède comme dans le cas où il avait décidé d'exclure la détention provisoire avant tout débat contradictoire.

+ **décision de placement en détention** : Si le juge décide de placer la personne en détention provisoire, il rend une ordonnance (**art.143-1 et 144 du CPP**) et il établit un mandat de dépôt.

- **Le recours contre la décision de mise en détention provisoire et le référé liberté** :

L'intéressé et le Parquet peuvent faire appel du placement en détention provisoire, dans les 10 jours qui suivent la notification ou la signification de la décision (**art.185 et 186 CPP**).



Définition : Le référé-liberté se définit par la possibilité pour la personne mise en examen ou le procureur de la République de faire t en même temps que l'appel une demande pour « examiner immédiatement son appel sans attendre l'audience de la chambre de

l'instruction »(art.187-1 al.1 CPP)

Le président de la Chambre de l'instruction est compétent pour le référé-liberté (art.187-1 al.2 CPP) par une décision non motivée et insusceptible de recours.

2) Les effets

a) La durée de la détention provisoire

La détention provisoire ne peut excéder une durée raisonnable (art.144-1 al1 CPP).



À retenir : Dans tous les cas, la remise en liberté doit être exigée lorsque les conditions de l'article 144 ne sont plus remplies (art. 144-1 CPP).

- en matière criminelle :



À retenir : La détention provisoire est limitée à un an (art.145-2 al.1 CPP). Dès la fin de ce délai, le JLD peut procéder à une prolongation de 6 mois maximum.

Tous les 6 mois, une prolongation est possible jusqu'à l'ordonnance de règlement (art.145-2 al.1 CPP).

+ En matière correctionnelle :

La détention provisoire ne peut excéder 4 mois (par dérogation 6 mois dans les délits de terrorisme : art.706-24-3 CPP (art.145-1 CPP).

Dans tous les autres cas, et à titre exceptionnel, la détention provisoire peut être prolongée pour une durée maximale **de 4 mois**. Exceptionnellement, la décision peut être renouvelée sans que la détention provisoire puisse excéder un an au total.

- **en cas de révocation du CJ ou de l'assignation à résidence**

Dans ce cas, la durée cumulée des détentions ne peut excéder de plus de 4 mois.

b) la fin de la détention provisoire

- au cours de l'instruction :

La mainlevée peut être décidée d'office ;

La mainlevée peut être demandée par le procureur ;

La mainlevée peut être demandée par la personne mise en examen selon 2 moyens :

- **À tout moment par la personne mise en examen ou son avocat**
- **Si personne mise en examen n'a pas été interrogée par le juge d'instruction** depuis plus de 4 mois.

La mise en liberté est conditionnée à l'engagement de l'intéressé de se présenter à tous les actes de la procédure et à celui de tenir le juge informé de tous ses déplacements (**art.147 al.1 CPP**).

- le recours contre la décision de mise en liberté : le référé-détention :



Définition : Lorsqu'une ordonnance de mise en liberté d'une personne placée en détention provisoire est rendue par le JLD ou le juge d'instruction. Il est possible de faire appel ou de saisir le président de la cour d'appel d'un référé-détention (**art.148-1-1 al.1 CPP**).

Le référé-détention confère à l'appel un effet **suspensif** jusqu'à la décision du premier président (**art.187-3 al.1 CPP**). Le premier président de la cour d'appel statue sur la suspension de la remise en liberté, au vu des éléments du dossier de la procédure, par ordonnance motivée **insusceptible de recours**.

- La fin de la détention provisoire à la clôture de l'instruction :

- En cas d'**ordonnance de non-lieu**, les personnes sont mises en liberté (**art.177 CPP**).
- En cas de **renvoi**, il convient de distinguer les crimes et les délits.
 - En matière correctionnelle : La détention provisoire prend fin de droit à la clôture de l'instruction. Le juge peut choisir le maintien par ordonnance distincte de celle de règlement.
 - En matière criminelle : la détention provisoire dure de droit à la fin de l'instruction (**art.18 al.7 CPP**).

c) la demande de mise en liberté adressée à la juridiction de jugement

La juridiction de jugement à compétence pour statuer sur la mise en détention provisoire (**art.148-1 CPP**). La Cour d'assises n'est compétente uniquement dans le cas d'une demande formée pendant la session au cours de laquelle elle doit juger l'accusé.

La juridiction statue dans des délais qui peuvent varier selon la situation ;

- Si la personne n'a pas été jugée en premier ressort, le délai est dans les 10 jours ou 20 jours de la réception de la demande.
- la personne a déjà été jugée en 1^{er} ressort et elle est en instance d'appel, la juridiction saisie statue dans les 2 mois de la demande.
- La personne a déjà été en 2nd ressort, elle forme un pourvoi en cassation, la juridiction saisie statue dans les 4 mois de la demande.

d) en cas de relaxe ou d'acquittement

Si une personne a fait l'objet d'une détention provisoire au cours d'une procédure qui s'est achevée par une décision de non-lieu, relaxe ou acquittement devenu définitive, elle peut à sa demande avoir une indemnisation pour le préjudice moral et matériel (**art.149 CPP**).